révolte des banlieues

nov 2005

recueil de textes & analyses

chronologie



extraits de Cette Semaine n° 88 & 89

Pour qu'un mélange détonne...

Cela fait maintenant plus de 15 jours que des émeutes secouent de nombreuses villes en France. Il ne s'agit pas pour nous de prendre la parole à la place de quiconque ni même de penser qu'il serait bon que quelques uns des acteurs de ces attaques la prennent ou qu'apparaissent des représentants. Si nous voulons nous pencher sur les attaques qui ont été menées, c'est juste pour énoncer comment ces faits nous parlent.

Si l'on regarde les cibles incendiées, que ce soit des bâtiments de l'Etat, des écoles, des commissariats, ou encore des entreprises semi-étatiques (comme la Poste ou EDF), des bus, des tramway, des métros et autres transports publics ou des entreprises privées, c'est véritablement une guerre ouverte qui est menée. Au delà de chaque cible particulière il s'agit d'attaques massives. Et même si l'éventail est large et sans cesse renouvelé, il s'agit d'attaques ciblées. En effet, c'est de dévastation qu'il s'agit, avec la puissance qui est à l'œuvre et qui s'en dégage, avec ce que cela comporte de joyeusement spectaculaire. Un commissariat qui brûle, c'est le lieu de travail des flics qui est détruit, avec tout ce que cela contient de menaces mises à exécution, de désorganisation et de démoralisation infligées aux policiers (ils doivent en plus essuyer l'affront de ne pas avoir sû protéger leur base). Cette traînée de poudre, après avoir flambé de manière exponentielle, ne pouvait sans doute pas croître éternellement, mais la contagion a frappé d'autres territoires, comme si le relais circulait, même si certains tentent de coller une lecture concurrentielle sur cette propagation. Même si son avenir est inconnu. Les transports, les bus, métros et tramways sont les lieux mouvants d'un contrôle quotidien (par la montée à l'avant, les contrôleurs, les caméras, et les injonctions omniprésentes aux passagers). Ils participent du quadrillage du territoire. En rapport avec le travail, ils sont un déversoir à prolétaires, ils sont un moment du chemin qui mène au chagrin. Quant aux écoles, il y aurait trop à dire pour que nous en parlions sérieusement, mais l'omniprésence et la multiplicité des formes de contrôle mise en place dans ces établissements, les rapports sociaux imposés par ces lieux suffisent à appeler à la flamme. Ces incendies, ces affrontements, pleins de vitalité et de puissance nous réjouissent. Nous ne voulons sûrement pas, comme on a pu le voir ces derniers jours (alors que tout le monde enterre bien vite ces émeutes et destructions), expliquer le pourquoi et le comment, essayer de recycler des merdes conceptuelles telles que " les jeunes veulent plus de justice " alors que des tribunaux reçoivent des cocktails molotovs. Chacun essaye de refourguer ses vieux morts et ses saloperies théoriques que ce soit pour dénoncer la " justice coloniale " ou pour en appeler à la " justice sociale " ou à la " justice en banlieue ". Et chacun de ressortir des fumisteries sur le racisme et le dit " néo-colonialisme ". Nous devons supporter toute la vieille rhétorique post-maoïsante. Nous devons écouter les témoignages de syndicalistes révolutionnaires qui parlent du chemin de croix qu'est pour eux l'engagement politique et qui refusent (quel courage !) ce qu'ils considèrent comme des conneries star académique de voitures brûlées. Nous devons patienter devant ces tentatives, pas forcément volontaires, d'enserrer ce qui se passe dans des concepts inopérants, faibles et souvent dégueulasses. A ceux qui réclament plus de justice nous voudrions rappeler que la justice est la machine à produire de la punition, du contrôle des comportements. C'est l'antichambre de la prison, le commandement des matons et des flics, des murs froids et


Centre commercial d'Evreux, 5 novembre

CHRONOLOGIE PARCELLAIRE DE LA RÉVOLTE

jeudi 27 octobre 2005

Nuit d'émeutes à Clichy-sous-bois, après la mort de deux gamins coursés par la police, un centre commercial est attaqué, une école, la poste et la mairie de Clichy-sous-bois sont caillassées.

vendredi 28 octobre 2005

Tir à balles réelles contre un car de CRS à Clichy-sous-bois.

dimanche 30 octobre 2005

Le garage de la police municipale de Montfermeil est incendié.

lundi 31 octobre 2005

Vers 21 heures, un cocktail Molotov est lancé en direction du PC des forces de sécurité, à Clichy-sous-bois. Affrontements à Aulnay-sous-Bois, Bondy, Tremblay-en-France, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Sevran-Beaudottes, Argenteuil, Sarcelles.

mercredi 2 novembre 2005

Jet de cocktail molotov sur une grande surface d'ameublement à Bondy, qui part en flammes. Des CRS essuient des tirs à balles réelles à la Courneuve. A Aulnay-sous-bois, quartier du Gallion, un poste de police de jour est saccagé. Toujours dans ce quartier, la voiture d'une équipe de France 2 est retournée et brûlée. Un concessionnaire Renault est incendié, ainsi que deux classes d'une école primaire. Au Blanc-Mesnil un gymnase est incendié, une maison publique et un lycée sont dégradés. Deux molotovs sont lancés contre le commissariat d'Antony. Le centre commercial Bobigny 2 est vandalisé, une voiture est incendiée devant la préfecture. Une banque est incendiée à Sevran. A Saint-Denis, les forces de l'ordre essuient un coup de feu. A la Courneuve, un local d'Eurocopter est la cible de cocktails molotov. A Pau, un bureau de poste est endommagé.

jeudi 3 novembre 2005

Un entrepôt de moquette, de 15 000 m² est incendié à Aulnay-sous-bois dans la zone de Garonord. Le palais de justice de Bobigny est la cible d'engins incendiaires. Au Bourget, un entrepôt est incendié. Des CRS sont la cible de tirs au pistolet à grenaille à Neuilly-sur-marne. A Stains, un salle de classe d'école primaire est incendié, la voiture du maire PCF subit une tentative d'incendie pendant qu'il discute avec un groupe

des barreaux. C'est le lieu de traitement de ce qu'ont ramené les petites mains policières, le lieu des aveux et du dépôt, le cirque d'où l'on repart enchaîné et encagé. C'est comparaître entravé, devoir s'expliquer et se justifier sur sa vie. C'est l'impuissance des proches, le lieu des petites misères quotidiennes et des négociations sordides, le lieu des parties civiles et des réquisitoires.

Concernant la fuite des jeunes à Clichy, tous ceux qui refusent le contrôle, un désir de liberté chevillé au corps, ne peuvent que comprendre ce geste, comme le réflexe vital de se soustraire à la pénible et contraignante suspension de temps qu'est un contrôle de police. C'est peut-être parce qu'ils n'ont pas été tués par des flics (mais par le fait même de vouloir leur échapper) que les pacificateurs qui jouent les durs, les habituels vendeurs de punition et de ressentiment victimaire comme les grand frères du MIB, n'ont pas essayé de faire leur beurre sur cette affaire. Peut être que justement les deux morts ne correspondaient pas assez au statut de victimes, puisque dans ce qui a provoqué leur décès intervient un geste de vitalité. Il apparaît délirant que ces faits et ceux qui s'en sont suivi, l'embrasement de nombreuses villes, ne soient pas aussi compris comme le refus de la police dans son existence même, dans sa matérialité, et dans l'une de ses pratiques les plus minimales : le contrôle d'identité.

Prenant des formes multiples, deux types de discours sont très présents : vouloir ramener l'ordre et condamner ce qui se passe. Chacun y va de sa petite recette miracle pour, vainement, étouffer ce climat insurrectionnel, soit par une opposition frontale, soit dans un jeu de nuances. Mettre plus de CRS dans les cités ou rétablir la police de proximité, supprimer les allocations familiales, expulser ceux qui ne sont pas français, rétablir un service civil ou encore renforcer la présence des médiateurs, donner des fonds aux associations de quartier, multiplier le nombre de travailleurs sociaux... Chacun d'un peu conséquent sait que le maintien de l'ordre ne se fait pas dans une opposition entre prévention et répression, mais par l'usage de ces deux types de contrôle pour former une tenaille, par la mise en œuvre complémentaire de ces deux forces d'imposition de l'ordre et de la paix. Il ne suffit pas d'occuper les gens avec toutes sortes d'activités (ou avec un travail dès l'âge de 14 ans), il ne suffit pas que les flics connaissent les jeunes grâce à la présence amicale de leurs patrouilles ou à des activités communes (tournois de foot, découvertes VTT, initiation citoyenne à la sécurité routière...), pour que tout le monde se tienne tranquille, pour que chacun intériorise la contrainte et se fasse flic de soi même et de ses colères, par la peur et la raison. Avec un entêtement notable, tout le monde s'est opposé à ces événements, le gouvernement et son parti évidemment, le PS bien sûr, les imams locaux puis l'UOIF à travers une fatwa... Les appels au calme sont venus de toutes parts : associations proches des jeunes, partis de gauche, élus locaux, éducateurs... Rien n'y fait, le nombre d'affrontements et d'incendies n'a cessé de croître. En revanche, dans les médias (vecteur principal de colportation des faits dont on parle), il a fallu attendre très longtemps, et encore de manière très poussive et faible, pour que se dise une hostilité de la part des gens, victimes, témoins, badauds et autres interviewés. Pour exemple même la femme de l'homme qui est mort en défendant ses poubelles n'a pu que présenter de lui un portrait peu amène, où, sur fond de photo avec son berger allemand, elle dit à la caméra : “ Il voulait que tout soit propre, je lui disait tu es fou, arrête tu va te faire tuer ”...

Dans ce flots de discours inutiles, l'extrême gauche et certains ultra gauchistes amènent leur flaque de saloperie à ce ruisseau d'étouffement. Chacun y va de son petit cours de morale, de sa petite dénonciation, de son petit conseil avisé, quand ce n'est pas de son prêche sur ce qui est politique et ce qui ne l'est pas, de ce que tout ça veux dire en gauchistement correct, de ce qu'il faut excuser, justifier faiblement... Et chacun de faire le tri éclairé dans le réel pour nous livrer son point de vue


Dépôt de bus à Trappes, 4 novembre

de jeunes, au quartier de CLos St Lazare. A Saint-Ouen un entrepôt est incendié et un magasin de sport pillé. La mairie de Noisy-le-sec est la cible de molotovs. L'entrepôt de bus de Trappes est incendié, détruisant 27 bus. A Mantes-la-jolie c'est la Poste et la Sécurité Sociale qui sont pris pour cible. A Villiers-le-bel un supermarché est pillé, alors qu'un poste de la police municipale est attaqué à La-Queue-en-brie et un centre culturel à Villetaneuse.

vendredi 4 novembre 2005

Plusieurs véhicules sont incendiés sur le parking du centre commercial Bobigny 2, véhicules appartenant à des fonctionnaires du tribunal tout proche. Vol du matériel informatique dans un tribunal d'instance en Seine-St-Denis, ce tribunal est ensuite incendié. Une école maternelle et primaire est partiellement détruite à Brétigny-sur-Orge, un espace culturel attenant au collège Jean-Monet à Torcy, deux classes d'une maternelle à Achères. Début d'incendie au groupe scolaire Bonaparte à Evry. Un molotov est lancé contre le commissariat de place des Fêtes à Paris-19e.

samedi 5 novembre 2005

Six véhicules EDF incendiés dans un dépôt à Roubaix. Une salle pour les jeunes est incendiée dans l'agglomération de Bordeaux, à Bègles c'est une voiture municipale et une autre salle pour les jeunes qui flambe. A Aubervilliers, un entrepôt de textile prend feu, une crèche est incendiée à la Courneuve, à Montreuil c'est un Leader Price et un concessionnaire automobile. Un bureau de Poste est incendié à VIlletaneuse. La vitrine et la porte d'entrée de la permanence UMP à Fontenay-sous-bois sont brisées. Un McDonald est défoncé par une voiture-bélier à Corbeil-Essonnes. A Nantes, début d'incendie dans une maison de quartier. Incendie d'un Monoprix à Grigny et d'un centre socio-culturel à Rosny-sous-bois. A Evreux, un centre commercial, un bureau de poste et deux écoles sont vandalisés ou incendiés. Deux écoles sont incendiées à Grigny, ainsi qu'une usine de recyclage de papier. A Orléans et Montargis des molotovs sont envoyés contre des magasins. A Guenange, un dépôt de bus est incendié, ainsi qu'à Monceau-les-mines. A Pau tentative d'incendie des locaux de l'ANPE, à Laval un local d'aide sociale du conseil général est incendié. Toulouse, quartier du Mirail, une école, un collège et quelques commerces sont endommagés, tout comme une concession automobile Renault. A Rouen une voiture bélier est lancée contre un commissariat. Jet de molotovs contre la permanence UMP de Pierre Lellouche dans le 9ème arrondissement, à Paris.

dimanche 6 novembre 2005

Une mairie annexe d'Orléans et une voiture de police sont la cible de jet de pierre, en plein jour. Destruction du gymnase Armand Desmet à Clichy-sous-

sur ce qui est bon et ce qui n'est l'est pas, ce qu'il est correct de brûler et ce qui à respecter. Bref, d'un point de vue complètement extérieur, chacun condamne à sa manière le réel ou le nie (on a pu lire que cette explosion n'était pas violente, ou alors d'une violence insignifante, minuscule, ridicule par rapport aux méchantes violences du capitalisme). Dans la cacophonie des manifestations fort tardives se sont côtoyés ceux qui comprennent sans excuser mais sont contre l'état d'urgence, ceux qui justifient sans comprendre sauf pour les voitures brûlées, ceux qui dénoncent en excusant mais sont contre Sarkozy. La question pourrait être de réfléchir sur des cibles que l'on se donnerait, mais décidément pas d'improviser (comme au moment des émeutes de Gênes en 2001) son petit catéchisme pour dire ce qu'il fallait détruire et ce qu'il fallait conserver, et d'émettre jugement sur jugement sur ceux qui s'attaquent à ce qui nous entoure. On aura entendu jusqu'à plus soif les rengaines du type " mais pourquoi ne brûlent-ils pas plutôt le 16 éme arrondissement ou Neuilly " (même dans la bouche d'Eric Raoult), variantes sur le thème " les barricades oui mais ni ici ni maintenant, ailleurs, avant ou après ". Il faut apparemment rappeler qu'il n'y a pas de copyright sur le cocktail molotov et que chacun pourrait mettre Neuilly à feu et à sang si cela lui chante. Ils brûlent les voitures de leurs voisins ? Mais, dans les cités comme ailleurs, ce n'est pas Disney Land, tout le monde n'est pas copain, et que ce soit avec le concierge, le voisin-citoyen ou le vigile local il peut exister un peu d'inimitié. Il faut comprendre aussi que brûler une voiture dans ce genre de guerre ouverte, ce n'est pas forcément vouloir emmerder son propriétaire et sa rentabilité potentielle. C'est une guerre de territoire qui se joue. Une guerre qui dispute aux flics, à l'Etat et à ses agents, aux rapports sociaux imposé le capitalisme, du territoire dans des affrontements. Contrairement à une niaiserie passée en boucle, il n'y a rien de suicidaire (est-ce pour les circonstances atténuantes ?) dans tout cela. Il n'y a rien de suicidaire à mettre le feu, à tirer ou à jeter des boules de pétanque sur les flics. Il n'y a rien d'autodestructeur à arracher par la force, à la pacification et au contrôle, des zones où le droit et la justice cessent enfin de s'exercer.

C'est inattendu et il n'est jamais trop tard.



Entrepôt à Aulnay, 4 novembre

Cette guerre nous réjouit, nous parle. Son existence nous appelle à agencer un rapport avec la puissance diffuse qui s'est constituée et densifiée. Parce que nous en avons un besoin impérieux. Parce que nous ne voulons pas être des révolutionnaires de papier. Parce que tous ces feux nous réchauffent le cœur et raniment des perspectives. Parce qu'il faut de l'oxygène et de l'hétérogène bien dosés pour qu'un mélange détonne.

Il nous appartient désormais de ne pas nous satisfaire de gérer - toujours aussi inefficacement - la répression, ni de rabattre la puissance qui est à l'œuvre et l'enthousiasme que sa vitalité a provoqué chez nous sur des pratiques qui, du moins ces derniers temps, ont prouvé leur stérilité, comme des rassemblements ou des manifs, sans parler des «marches des banlieues et de la politisation» ou autre initiatives du même acabit. Peut être faut-il partir d'ailleurs et se donner les moyens d'inventer des formes d'interventions à la hauteur de la situation.

Fils de la république ? - Alors nique ta mère !

bois. Une journaliste de la chaîne KBS TV (Corée du Sud) est agressée à Aubervilliers. Un MacDo est détruit à la voiture bélier à Corbeilles-Essonne. Incendie d'un Monoprix à Gagny, de la médiathèque à Noisy-le-sec et d'un centre socio-culturel à Rosny. Incendie et destruction d'un poste de police à Evreux, ainsi qu'une mairie annexe. Tentative d'incendie de l'ANPE dans le quartier de l'Ousse des bois à Pau. Une école maternelle est incendiée à Saint-Etienne. A Perpignan, une voiture bélier est envoyée contre la façade d'un commissariat de jour, dans le quartier du Moulin à Vent. Un incendie ravage le studio de production TV d'Asnières-sur Seine, où se trouvait une partie des décors d'une série de TF1.

lundi 7 novembre 2005

Gymnase incendié à Villepinte. Deux écoles incendiées à Lille et près de Valenciennes. Une bibliothèque carbonisée à Béthancourt, une boulangerie et un supermarché à Nantes. Une concession Renault et un Toyota incendiés, à Brest et Metz. Véhicule bélier contre un poste de police à Rouen, tentative d'incendie d'un autre à Clermont-Ferrand, jet de cocktail molotov à Beaucaire..

mardi 8 novembre 2005

A Arras, deux grandes surfaces sont incendiées. Deux journalistes russes molestés. Un local de Nice-Matin endommagé à Grasse. Tentative de pillage d'un supermarché à Marseille.

mercredi 9 novembre 2005

Une école maternelle est détruite à Belfort. Incendie d'un transformateur EDF à Vallauris.

jeudi 10 novembre 2005

Une cantine scolaire subit le sort des flammes à Villeneuve d'Asq. Un poste de police, deux écoles, un collège et une mairie sont la cible d'incendiaires. Des véhicules de police ont été incendiés dans l'enceinte du palais de justice, à Bordeaux. 11 policiers blessés à Lyon.

vendredi 11 novembre 2005

A Pau, quartier de l'Ousse-des-bois un restaurant est dévalisé puis incendié. Incendie d'un transformateur EDF à Angoulême, et un distributeur automatique de billet totalement détruit. Coupure d'électricité à Gonesse.

samedi 12 novembre 2005

Un magasin de hi-fi est incendié dans la zone commerciale de Toulouse-Blagnac, à Rambouillet ce sont des magasins de meubles, et une garderie à Savigny-le-Temple. Six molotovs sont jetés dans la cour d'un commissariat à Maison-Alfort, incendie d'une école à Rennes, un transformateur neutralisé à Amiens. Des écoles incendiées à Carpentras et Aix-en-provence. Tentative d'incendie d'une station-service dans le 19e arrondissement de Paris. Dans le centre ville de Lyon des jeunes s'affrontent avec la police place Belcourt.

Dans une révolte, on est avec les révoltés ou avec le pouvoir !

DANS UNE SOCIÉTÉ qui ne propose que la soumission à un prof, un patron, un flic, un contrôleur, un maton, un juge, l'Etat... on a toujours raison de se révolter.

On a raison de se révolter contre les assassinats commis par la police : Bouna Traore et Zyed Benna (15 et 17 ans) morts dans un transformateur le 27-10-05 à Clichy-sous-Bois, en fuyant les flics qui ont choisi de ne pas les secourir. Ils s'ajoutent à la longue liste macabre des centaines de jeunes tués par les forces de l'ordre.

On a raison de se révolter contre le racisme, institutionnel ou pas, contre les contrôles d'identité, contre le harcèlement de la police et de la justice, les rafles et les déportations de sans-papiers, les expulsions de squatteurs sous prétexte de " sécurité ".

Nous n'oublions pas Éric Blaise condamné à quatre mois dont deux ferme pour avoir tiré sur des canettes avec un pistolet à billes, retrouvé mort au matin du 13-11-05 à Fleury-Mérogis. La direction parle de suicide : " *dans une crise de delirium, il se serait cogné la tête contre les murs de sa cellule* ". Œdème cérébral dira l'autopsie. La famille se bat pour connaître la vérité. Il avait 28 ans...

Nous n'oublions pas la vengeance policière et judiciaire contre les émeutiers ou prétendus tels, les 5 000 gardes à vue, les 850 condamnations à des peines de prison ferme dont 120 mineurs.

Nous n'oublions pas Reda (21 ans) qui a eu la main arrachée par une grenade à Toulouse, le 7 novembre 2005. Sa mère déclare : " *La grenade il l'a prise pour l'éloigner, parce qu'elle était tombée près d'un groupe d'enfants. Tous ses doigts sont restés sur place. Pour les secours, ni le Samu, ni les pompiers, personne s'est déplacé, c'est des jeunes qui l'ont emmené. Les CRS rigolaient.* " (Radio Canal-Sud 12.11.05)

Ni Jérémy (20 ans), condamné à 4 ans ferme à Arras pour participation à l'incendie qui a détruit deux magasins d'ameublement, ni Hussein (23 ans), condamné à 1 an ferme à Bobigny, accusé d'avoir prêté un bidon d'essence à des copains, ni ces centaines d'autres condamnés à des peines de 3 à 9 mois ferme pour une poubelle incendiée, ni les deux de Toulouse condamnés à 3 mois ferme pour avoir montré leur cul aux CRS !

On a raison de se révolter contre un pouvoir et des politiciens qui, tout en leur interdisant le RMI et en organisant la précarité avec le contrat première embauche (CPE), nouvelle version du CIP, reprochent aux jeunes de trafiquer, et contre des patrons qui délocalisent leurs boîtes à sueur tout en se plaignant que la jeunesse n'aime pas le travail surexploité (qui en voudrait ?).

Parce que la guerre contre les pauvres et le mouvement social s'amplifie, parce que l'État cherche à prévenir et à diviser tout mouvement de résistance en jetant les individus les uns contre les autres, que les gouvernements successifs empilent les nouvelles lois répressives : antiterroristes, de " prévention de la délinquance ", contre l'immigration. Parce qu'il va mettre encore plus de keufs partout (école, trains,...) et qu'il construit de nouvelles prisons pour les jeunes.

Parce que nous voulons sortir du piège à rats de ce système qui rend la vie toujours plus invivable et détruit une à une toutes les garanties qu'avait gagnées le mouvement ouvrier par ses luttes...

Nous manifestons notre solidarité aux jeunes poursuivis suite aux émeutes, et dont les procès continuent.

Prochain rendez-vous : 13 février 2006 à 13h au tribunal de Bobigny (M° Bobigny-Picasso) pour le procès de trois frères accusés de rébellion à agents.

Nous nous réunissons chaque semaine, sans organisations ni partis, pour échanger des informations, préparer des actions, et briser l'isolement qui nous démobilise.

Réunions ouvertes chaque jeudi à 19 h, à la Bourse du travail de Montreuil, 24 rue de Paris, métro Croix de Chavaux, ligne 9.

reunionmontreuil@no-log.org

dimanche 13 novembre 2005

Une voiture enflammée est lancée dans la cour d'une maternelle dans le quartier de la Reynerie à Toulouse. A Carpentras, une maternelle est endommagée. Une grande surface est incendiée à Blagnac. Incendie d'une école à Halluin, et d'une salle de sport à Faches-Thumesnil. Montbéliard, incendie d'un bâtiment regroupant des associations. Cinq policiers blessés par l'explosion d'une bouteille de gaz dans l'incendie d'une poubelle à Grenoble.

lundi 14 novembre 2005

Bourges, incendie d'un local associatif. Des bouteilles d'acides sont jetées sur la mairie de Pont l'évêque, un collège est incendié à Grenoble et un local d'éducation à la santé à Chalons-en-champagne. Un véhicule est projeté contre un local de police désaffecté à Romans-sur-Isère. Garages incendiés à Saint-Fons et Vitry-le-François. Engins incendiaires lancés contre la trésorerie principale de Bobigny, un transformateur EDF à Clichy-sous-bois, une crèche à Cambrai, l'office de tourisme de Fontenay-sous-bois et un dépôt d'autobus à Saint-Etienne (18 en sont endommagés).


Studio de télé, Asnieres 7 novembre

mardi 15 novembre 2005

A Pointe-à-Pitre des coups de feu sont tirés sur la police où un barrage avait été érigé, dans le quartier du Carénage.

Avertissement :
Nous avons délibérément choisi dans cette petite tentative de chronologie de laisser de côté les statistiques tant rabâchées des tas de ferraille cramés, ou les épiphénomènes comme l'incendie d'un bus avec des passagers dedans.
Comme ces faits sont tirés des journaux et des agences de presse, elles sont à lires avec les précautions usuelles. Nous avons essayé de recouper les dates dans la mesure du possible. Enfin, nous n'avons recensé à notre avis ici qu'à peine 10 % des attaques. Coupures de journaux de toute la france bienvenues !

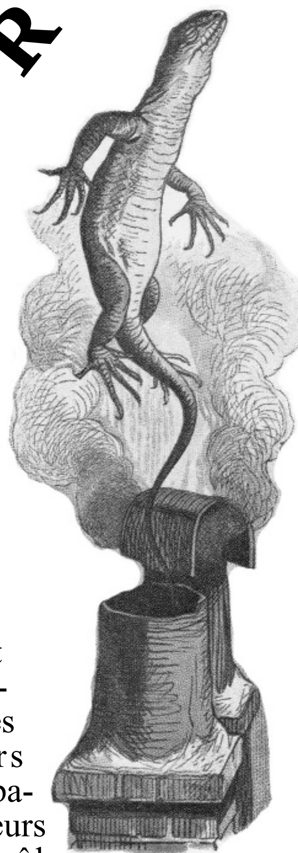
LE VOILE SE DÉCHIRE

Pour la seconde fois cette année, la jeunesse vient de laisser éclater sa révolte contre la société. Hier collèges et lycées étaient occupés, aujourd'hui les banlieues se rebellent. En exprimant spontanément sa colère sur tout le territoire, ***la jeunesse des banlieues est sortie de l'ombre.***

Bannis, surveillés, haïs, ces jeunes ont fait de leur existence même une question politique. Ceci ne leur est pas pardonné. Dans une guerre de classe qui ne dit plus son nom, l'ordre républicain avise désormais que le simple fait de vouloir vivre en dehors de la misère imposée doit être tenu pour un délit de droit commun. Excepté quelques penseurs dépressifs de la réaction, qui ose pourtant contester le désastre global des banlieues ? Cela doit néanmoins rester la pâture ordinaire des sociologues et experts en tout genre, sans que rien ne soit engagé pour les besoins de la colère. La révolte de ces jeunes constitue un scandale aux yeux de ceux pour qui seule la violence produite par le traitement moderne de la vieille question sociale est en définitive acceptable.

Un soulèvement privé de perspectives politiques aura peut-être tort dans la forme, il aura toujours raison dans le fond.

Crainte passée, la réaction déroule comme à l'accoutumée son catalogue d'explications ahurissantes approuvées par la police : les maffieux, les barbus, la polygamie, le rap, le racisme anti-blanc... D'autres se plaindront que l'on n'ait pas vu se réaliser ici, l'art ou la philosophie; autant chercher une jacquerie qui aurait tranché la tête d'un roi.



Dans son désir irrépressible d'égalité, de reconnaissance et de liberté, cette jeunesse, à l'image des lycéens, a fait preuve d'une vitalité que ce monde vieilli et fatigué refoule partout ailleurs. L'événement déconcerte ainsi nombre d'idéologues en faisant éclater le discours ordinaire d'un spectacle où « barbares », « délinquants », et autres « violeurs en réunion » doivent tenir le même rôle d'épouvantails que celui du terrorisme dans le jeu politique mondial.

Les banlieues ne sont pas cette contrée sise aux confins d'un *limes* imaginaire où les hordes modernes guetteraient patiemment l'effondrement de l'Empire, elles sont de notre monde, elles en concentrent les contradictions essentielles. Depuis la chute du Parti Communiste et de sa gestion municipale, elles sont au cœur d'un problème politique majeur que les différents pouvoirs traitent par la manipulation, l'abandon au chaos, et la surveillance policière. Du torpillage de la « Marche pour l'égalité » par les socialistes avec la création de SOS Racisme, de l'aide apportée par Pasqua à l'implantation d'un islamisme prié de tenir la place du stalinien absent, à l'importation de la méthode américaine de destruction des zones de pauvreté par la drogue et les gangs, tout vise à maintenir dans l'ombre, le silence et la mort, ***une population dont on ne sait plus que faire.*** L'état d'urgence, puisé avec fébrilité dans le vieil arsenal juridique colonial, vient ici servir les formes nouvelles de domination qui, depuis trente ans, travaillent à ne laisser à cette même population d'autres choix que la prison ou la misère du ghetto subie dans l'humiliation. ***La barbarie est du côté de ceux qui se sont résignés à tout.***

Le jeu des apparences se dissipe,
l'ordre règne mais ne gouverne pas.

La Guerre de la Liberté
Revue de Salut Public

www.laguerredelaliberte.org
Le 4 décembre 2005

Paris brûle...

... et avec elle les banlieues des villes de France et d'Europe.

Les couvre-feux et la police alignée en tenue anti-émeute n'y peuvent rien, les appels au calme et à la raison qui arrivent de tous les recoins de la politique et des institutions sociales n'y peuvent rien, tout comme les promesses d'un changement, d'une amélioration progressive ou d'un engagement contre l'état de délabrement.

Les pyromanes, les vandales, les barbares, les insurgés, les révoltés, qu'importe le nom qu'on veut leur donner, n'ont plus d'oreilles. Enfermés dans des ghettos de béton depuis des dizaines d'années par la société «du progrès et du bien-être», ils ne veulent désormais plus écouter ni parler.

Ils ont vu s'effriter chaque jour toute certitude d'une vie digne, d'une possibilité de survie «décente». Tout est sacrifié au nom d'un progrès et d'un bien-être qui leur a été et leur est refusé ; tous les jours, ils ont dû se confronter à une police qui a tué leurs amis et leurs frères ; chaque jour ils doivent se débrouiller dans les alvéoles que la vieille société industrielle avait destinées à leurs pères — hier main d'œuvre à bas coût et aujourd'hui surplus à confiner, à ignorer, à éliminer.

Non, les personnes qui sont en train de brûler les villes de ce vieux continent putréfié ne sont pas des aliens comme on voudrait nous le faire croire : ce ne sont pas des étrangers venus de loin comme le racontent quelques journalistes crétins, ni non plus des jeunes enrôlés par l'idéologie islamiste, cette idéologie en vogue si rassurante.
Ces nouveaux barbares sont «nos enfants», qui ont grandi et ont été bercés au sein de *cette* société, de *ce* monde.
On les avait tout simplement oubliés : on oublie souvent les pauvres lorsqu'on n'a plus besoin de les pressurer, de les faire crever dans les usines ou de les envoyer se faire massacrer ici ou ailleurs. On les oublie... jusqu'à ce qu'ils reviennent frapper à la porte.

A présent, les patrons et les hommes politiques hurlent au scandale, parlent du problème des banlieues, discutent le ventre gras des «crève la faim», de la «racaille» qu'ils ont jetés à la périphérie de leurs villes. Et ils voudraient bien —ils en ont même la prétention— que ces pauvres frappent gentiment à la porte, un seul à la fois et sans trop déranger. Ils voudraient qu'on leur demande «excusez-moi, puis-je ?» avant d'entrer.

A l'inverse, c'est le désespoir qui hurle, ce sont la rage et la vengeance qui incendient les esprits, ce sont les années d'abus et de privations qui défoncent les portes des clapiers des riches, sans demander à personne «je peux ?».

Aucune revendication, aucune parole, aucune idéologie à manœuvrer et alimenter, aucun Casarini ou Agnoletto avec lesquels dialoguer. Seulement le feu, la destruction de ce système infâme, de ses symboles, de ses marchandises, de ses infrastructures. Ils brûlent les voitures et les centres commerciaux, les commissariats et les écoles, les banques et les sièges des partis, les écoles maternelles et les transports publics. Et avec tout cela commencent à brûler les valeurs obscènes de cette Terre et sa morale, les certitudes des riches et les illusions des gueux, les privilèges de quelques uns et l'esclavage de beaucoup.
Les politiciens déguisés en révolutionnaires deviennent mesquins, les petits gnomes rouges qui remplissent les manifs et les rassemblements de la moitié du monde font piètre figure, les sociologues de gauche et les intellectuels «d'un autre monde est possible» se montrent misérables : les barricades romantiques érigées au nom du grand idéal sont absentes, il ne s'agit pas non plus de l'aube de la Révolution qui portera les purs d'esprit et de cœur vers le Nouveau Monde, ce n'est pas la grève générale prélude du changement, ce n'est pas la lente construction du dialogue qui amènera à la prise de conscience. Il n'y a rien de tout ce dont ces *professionnels du social* se remplissent la bouche. Pourtant, ce qui est en train d'incendier les villes d'Europe, c'est l'affrontement de classe. Ce n'est pas celui des livres et des débats, mais la réalité.

Dans cet affrontement, comme dans toute guerre, il n'y a rien de «pur» : lorsque les opprimés s'insurgent, ils accomplissent des actes sublimes et d'autres ignobles, des gestes passionnés et d'autres honteux, chacun peut sortir le meilleur de soi tout comme le pire.
Mais ceci est une évidence à partir du moment où «les masses» insurgées, quoiqu'en disent *certains*, n'existent pas. Il n'existe que des individus, capables de tout le bien comme de tout le mal possible ; capables de créer une société meilleure, différente, aussi bien que d'empirer plus encore celle qui existe déjà.

Ce qui devrait véritablement compter à présent est que dans la révolte généralisée se brise un mécanisme, celui de la quotidienneté sur lequel est fondée toute l'horreur sociale, toute la violence de l'Etat, toutes les possibilités d'exploitation et de dévastation. Et ce n'est justement qu'en brisant la normalité que nous pouvons entrevoir de nouvelles possibilités pour un monde vraiment différent, que nous pouvons apprendre de nouvelles manières d'être ensemble et de lutter, construire les bases des révoltes futures, recommencer à rêver à une existence différente.
Regarder de façon moraliste ce qui est en train de se passer dans les banlieues du continent, en cherchant avec une loupe les nuisances de certains insurgés, n'est utile qu'à ceux qui veulent conserver le monde tel qu'il est, pour rester agrippés à leurs privilèges et certitudes, et certainement pas à ceux qui ont intérêt et la volonté de tout renverser.
On nous dit que les insurgés ne parlent pas, et pourtant leur révolte s'est répandue comme une tâche d'huile en quelques heures, parcourant des milliers de kilomètres. On nous dit que les insurgés n'entendent et ne comprennent rien, et pourtant ils sont en train de mettre en échec la police de villes entières nuit après nuit. Alors, comment est-ce possible ? Comment font-ils ?

C'est simple, le langage du feu a été cette fois-ci plus clair que mille paroles, et a été compris par beaucoup de personnes. A présent, c'est à nous de décider d'accueillir le message, de comprendre l'incommensurable sagesse que ce mouvement de rébellion porte inconsciemment en lui : dans ce monde de la marchandise, basé sur la violence et l'autorité, il n'y a plus rien à changer, rien à réformer, rien à améliorer. En un mot : il n'y a plus rien à sauver.

Gherardino

[Article écrit d'Italie pendant les émeutes et tiré de *Aìresis*, journal apériodique de Florence, n°1, novembre/décembre 2005, p.3]


Eglise à Romans/Isère, le 16 novembre


Ecole maternelle à Lille, le 6 novembre


McDonald's à Corbeil, le 6 novembre



Renault à Aulnay, le 12 novembre

ALORS, QU'EST-CE QU'ON ATTEND...??

Depuis près de quinze jours, nous assistons à une révolte sociale sans précédent depuis plusieurs décennies. Les banlieues s'embrasent. Les banlieues brûlent. Certains se demandent bien pourquoi, d'autres s'étonnent que cela ne soit pas arrivé plus tôt. Mais tous condamnent.
Il n'est nul besoin de revenir sur les causes profondes (racisme ambiant, pauvreté extrême, mise au ban, stigmatisation, ghettoïsation,...), ni sur les raisons directes (un contrôle de police de plus qui dérape en bavure, vocabulaire et mépris empruntés à l'extrême-droite,...) de cette colère.

Cette révolte est légitime.

Mais pourquoi brûler tout ça ?



Brûler simplement le décor que l'on ne veut plus voir, celui de la misère qui oppresse, celui de la ville-béton qui enferme, qui asphyxie.
Brûler les moyens de transports qui humilient tous les jours l'impossibilité de sortir de ce gris.
Brûler les écoles « de la République » qui sont les premiers lieux d'exclusion, de sélection, de tri, d'apprentissage de l'obéissance à tout prix.
Brûler les mairies, gestionnaires de la misère, et les commissariats, synonymes d'humiliation, de brimades, de tabassages. Brûler l'État qui gère ces prisons à ciel ouvert...
Brûler les locaux de partis politiques. Brûler les politiciens méprisants. Brûler l'élite.
Brûler les entrepôts de marchandises, des concessionnaires automobiles, des banques, vidéoclubs, supermarchés, centres commerciaux, studio de production télé. Brûler et non voler. Juste pour voir partir en fumée cette marchandise pour laquelle on doit trimer et que l'on doit – « normalement » – convoiter, consommer, accumuler.
Brûler parce que cela semble le seul moyen de se faire entendre, de ne plus être invisible.
Brûler avec l'espoir évident de voir changer les choses.

Soutenir évidemment.



Parce que les premiers qui vont déguster, tant physiquement dans les commissariats de la « République », que pénalement dans les tribunaux où la justice se rend à flux tendu, sont ceux et celles qui ne s'expriment pas selon les « règles » de la démocratie des gens de pouvoir. Quand être condamné à plusieurs mois fermes pour sa seule présence dans la rue devient la règle, il n'y a plus d'illusions à se faire sur la « Justice républicaine». Il n'y a pas de justice, sinon celle des gens de pouvoir.

Briser le consensus « républicain » parce que personne ne le fait.
Casser l'image du barbare fabriquée par les médias et assimilée docilement par tous.
Se démarquer des gens de « gôche » qui condamnent vertement, qui récupèrent pour demander une dérisoire démission, qui demandent l'instauration du couvre-feu, qui affichent un paternalisme écoeurant, qui, indignés, soulignent enfin que « ce ne sont pas des manières, tout de même »...

S'énerver surtout. S'énerver partout.



Ces derniers temps, dans un climat de déplacement de tout l'échiquier politique – partis, syndicats, organisations – vers la droite, les coups que nous assènent les « gens de pouvoir » s'intensifient : déploiement de multiples formes de contrôle (des plus simples aux plus perfectionnées : l'habituel flic, l'urbanisme, la multiplication de l'arsenal juridique, lois d'exception qui deviennent quotidiennes, les caméras, les puces RFID, la biométrie, etc.) ; accélération du délabrement des conditions de vie ; rafles quotidiennes de sans-papiers ; expulsions des squats ; avènement de crises écologiques majeures (pollution, grippe aviaire, les OGM et la marchandisation du vivant, nucléaire, etc.)...

Et, plus inquiétant encore, est la facilité avec laquelle se met en place une véritable Culture de la peur, une véritable Peur de tout ce qui est autre. Un individualisme exacerbé, qui fait que nous sommes de plus en plus entassés dans les villes, mais de plus en plus seuls et atomisés. Les « gens de pouvoir » - qu'ils s'étiquettent de « gauche » ou de « droite », qu'ils soient élus ou patrons – nous font gober tout ça tous les jours par l'intermédiaire de « leurs » médias.

Et personne ne réagit ? Tout le monde accepte cet état de fait docilement ? Les divisions artificiellement créées – nationalistes, raciales, religieuses – reprennent tellement de vigueur que beaucoup se réjouissent d'un couvre-feu synonyme de guerre, que certains s'enrôlent dans des « milices citoyennes », que l'extrême-droite redéfile dans les rues de la capitale avec ses discours de haine. Les ruptures s'approfondissent et les fossés se creusent. **Tout le monde se fait berner et condamne – parfois violemment – les seuls qui réagissent de manière logique, les seuls qui s'énervent...**

Tract qui a circulé sur Marseille début novembre


Entrepôt de meubles à Arras, 8 novembre

Feu à volonté !

«Les enseignants de la CNT [Vignoles] ne prônent pas bien sûr les incendies de voitures ni de bâtiments publics, mais ils ne prônent pas non plus la résignation».

CNT Vignoles, 6 novembre

«Cette flambée de violence est stérile. Brûler les voitures de ses propres parents ou voisins, brûler des autobus qui desservent les quartiers populaires, saccager des écoles maternelles témoigne de la part de ceux qui le font d'une absence de conscience sociale et de solidarité. (...) Les travailleurs n'ont pas à se réjouir de la forme que prend cette explosion, et pas seulement parce qu'ils sont les premiers à en souffrir».

Arlette Laguiller,
édito des bulletins d'entreprise de LO, 7 novembre

«Monsieur le Président, je souscris à vos propos de rétablir l'ordre. La société française est en dérive. La République est menacée. On voit poindre des germes de guerre civile. Il n'y a pas à hésiter : rétablir l'ordre est une priorité. Tous les responsables politiques, de gauche comme de droite doivent parler d'une même voix. L'heure est au rassemblement républicain pour éradiquer la gangrène, la barbarie, la sauvagerie».

André Guérin,
député-maire PC de Vénissieux, 7 novembre

«Ils [les émeutiers] s'en prennent à leur environnement immédiat, dans une attaque parfois autodestructrice. Les attaques d'écoles, si elles vont encore plus aggraver les conditions de vie des habitants des quartiers, en disent long sur la perception d'une institution, qui évoque plus à certains jeunes de quartier la reproduction sociale, et une antichambre du chômage, que des outils d'émancipation»

Coordination des groupes anarchistes
(liaison Seine St Denis), 9 novembre

«Oui il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures (appartenant à des personnes parfois aussi pauvres), frapper au hasard ne fait que du tort. (...) La Fédération anarchiste tient à témoigner son soutien aux habitants des quartiers victimes de la violence sociale de certains émeutiers comme celle de la police».

Fédération anarchiste, 10 novembre

«Parce que les jeunes n'ont plus de perspectives, il ne leur reste plus que l'autodestruction. Comme dans une logique suicidaire, ils s'en prennent d'abord à ce qui les entoure : personnes, institutions (écoles, etc.), objets matériels (voitures, etc.)»

No Pasaran, 11 novembre

«Les violences sont auto-destructrices. Elles nuisent essentiellement à ceux dont elles dénoncent l'exclusion. Faire cesser les violences, qui pèsent sur des populations qui aspirent légitimement au calme, est évidemment nécessaire»

Communiqué commun ATTAC, FA, CGT,
GISTI, Les Verts, LO, MJS, PCF, etc., 13 novembre

L'essence de la révolte

Le patronat et l'Etat ne peuvent et ne veulent plus payer. Nantes le 18.11.05

Personne ne pense à l'idée qu'ils peuvent disparaître.
Les enfants des cités, ces palestiniens du spectacle triomphant, savent, eux, qu'ils n'ont rien à perdre ni rien à espérer du monde tel qu'il devient.
Avant-propos à la réédition de 95 à « De la misère en milieu étudiant. »

Qui donc a pris la défense des insurgés dans les banlieues, dans les termes qu'ils méritent ? Nous allons le faire.

La misère qui sévit dans les banlieues avec son chômage, sa répression policière constante, ses conditions de vies plus que précaires, le racisme, ont réuni les conditions d'une confrontation sans précédent avec l'Etat. Les flammes ravageant les ghettos symbolisent l'attaque tous azimuts contre celui-ci, qu'il soit répressif ou à prétention sociale d'encadrement. Les attaques contre les écoles, la police, les services sociaux sont des actes ciblés et non aveugles. Elles sont le révélateur d'une prise de conscience qui n'a que faire de jugements hâtifs sociologisants. Ces « jeunes » sont une partie du prolétariat sans avenir qui ne peut être dupe face à la fausse perspective d'intégration (mais dans quoi?). Car comment croire que les insurgés ont encore la moindre complaisance vis-à-vis de services dits sociaux dont la seule prérogative est de réguler la misère sociale ? On peut certes gloser sur le manque de crédits alloués par l'Etat et dire que ses acteurs sont en sous-effectifs mais il importe avant tout de dire que ses médiateurs, ces assos, ces grands frères sont avant tout des gardiens de la sociale. Ils sont aux jeunes ce qu'est la bureaucratie syndicale aux ouvriers, un mécanisme d'intégration au système d'exploitation. A ceux qui s'offusquent de l'incendie d'une école, faut-il leur rappeler que celle-ci n'est qu'une croyance à l'instar de la religion ou de la politique ? Il est troublant de constater que l'institution scolaire ne soit pas mise dans le même sac que toutes les formes de répressions s'abattant sur les insurgés des banlieues. Que le bobard de l'intégration par l'éducation (nationale) ne fonctionne plus et finisse dans les flammes est une nouvelle réjouissante. Ces « jeunes » révoltés se sont souvenus que leurs bancs d'école étaient en bois et qu'ils feraient un fameux brasier, rien de plus logique, l'égalité des chances tant vantée par notre république étant un leurre. Par ailleurs, on s'étonne que les voitures brûlent, mais on devrait se réjouir de ces gestes salutaires ! Il ont sauvé de la mort des centaines de personnes promises chaque jours au accidents de la route et qui plus est à de longues journées d'ennuis dans des boulots de merde. Quant à ces derniers la réplique des politiques unanimes ne trompe pas : répression par le travail dés quatorze ans, et si ça ne suffit pas enfermement. De ces promesses, une fois n'est pas coutume, une seule sera tenue, la seconde évidemment, vu que de travail, il n'y en a point. Ces « jeunes » révoltés ont voulu illuminer la grisaille qui forme leurs quotidiens, ils en paieront le prix.

A ce constat s'ajoute celui moins enjoué des réactions suscitées dans des milieux qui auraient du être à même de saisir l'essence de cette révolte. En effet, les rodomontades formulées par certaines personnes se mouvant dans les cercles gauchistes ou libertaires sont affligeantes de par leur pauvreté et leur courte vue. Ce qui est « contre-productif », ce n'est pas de cramer son quartier pourri, c'est de n'y voir que des actes manquant de « sens historique », de « conditions objectives »et autres blablas de marxistes de confort, bref de ne considérer ces événements que par le bout de la lorgnette médiatique ou d'une grille d'analyses obsolètes. Il parait complètement dérisoire de s'attarder sur des épiphénomènes tels que l'attaque d'un bus transportant des individu-es, ceux-ci étant bien évidemment montés en épingle par les journalistes matraqueurs. A qui faire croire que la révolution française ou la commune de Paris, toutes proportions gardées, furent exemptes d'actes fâcheux ? A d'autres peut-être...

Et si il doit se développer des organisations ou des stratégies d'actions directes, ça sera avant tout par eux-mêmes. Rangez vos syndicats aussi révolutionnaires soient-ils, vos associations, vos militants et autres samaritains de la cause sociale.

C'est en tant que déclassés et chômeurs que nous exprimons ici haut et fort notre solidarité avec la racaille insurgée.

Vaut mieux une bonne guerre civile qu'une paix pourrie ! ! !

SECTION COSAQUES JABOTS DE BOIS

[Texte qui a circulé sur Nantes
vers mi-novembre 2005]

Les nuits de la colère

Nous voulions remettre un coup de projecteur sur la révolte de novembre 2005 à travers quelques traductions de textes venant d'au-delà des frontières. Mais outre le fait que nous n'avons pas reçu beaucoup de textes ou publications de compagnons/camarades étrangers qui traitaient de la question autrement que factuellement, ceux qui nous sont tombés sous la main contenaient soit trop de clichés (hérités aussi bien d'un film comme La Haine *que du rap commercial hexagonal qui imite pâlement le gangsta rap américain) ou de fantasmes reflétant plus leurs auteurs que l'antagonisme réel, soit -et c'est compréhensible- manquaient de nuances possibles dûes à un défaut d'informations (non, il n'y a pas eu que des voitures brûlées, non ce n'étaient pas que des immigrés, et surtout non ça n'a largement pas contaminé que la banlieue parisienne).*

En face, l'Etat continue de faire payer les émeutes au prix lourd. La plupart des condamnés, à ce qu'on nomme désormais des «courtes peines» vu les mois qui se distribuent quotidiennement à la pelle, sont désormais sortis. Quelques uns ont encore des années à effectuer. On a vu peu de liens réels être exprimés par les étudiants avec la révolte de novembre et ses embastillés lors du mouvement contre le CPE.
Les descentes dans les cités suite aux enquêtes (aidées par des balances, les vidéos de surveillance ou policières ou quelques vantardises mal placées), n'ont pas cessé. Le 8 mars 2006, c'était par exemple le cas aux Beaudottes à Sevran où trois jeunes de 15 et 16 ans ont été interpellés pour l'histoire du bus cramé le 2 novembre et de la femme à béquilles qu'il transportait. Mis en examen et libérés sous contrôle judiciaire le 10 mars, ils seront incarcérés le 24 mars.
Le 28 mars 2006, c'était au tour de la cité de l'Europe à Aulnay-sous-Bois, où 10 personnes de 17 à 23 ans ont été interpellés pour l'incendie des 17 000 m² de la concession Renault le 4 novembre (250 voitures, 10 millions d'euros de dégâts), plus le Hertz et un journaleux de France 2 mis hors d'usage. Ils ont fait une garde-à-vue de 96 heures, se voyant appliquer la législation sur le «crime en bande organisée».

Il n'ont compté sur personne pour se déchaîner, laissant parler leur rage et déclenchant un incendie contagieux. A présent que l'espace commun de la révolte s'est amoindri (malgré quelques flammèches pendant le dit mouvement anti-CPE), à chacun d'apporter sa solidarité à son goût, dont la moindre n'est pas celle de continuer à attiser les feux de la révolte.

Toutes les révoltes ne frappent pas par surprise. Certes, aucun Nostradamus ne saurait prédire le moment spécifique de l'explosion, mais *le fait qu'elles puissent surgir* ne peut surprendre que ceux qui n'ont aucune idée du sombre monde dans lequel nous sommes contraints de survivre. Il ne s'agit donc pas d'une conscience a posteriori, basée sur le fait que des révoltes analogues se répètent plutôt fréquemment en France, avec leurs dynamiques et pratiques rituelles (des centaines de voitures sont enflammées dans toute la France le jour de l'An). En réalité, elles sont l'inévitable produit du système social actuel. Face à la révolte, on ne peut donc pas se demander «comment cela a-t-il pu arriver ?», mais plutôt «comment est-il possible que cela n'arrive pas partout et à chaque instant ?».

Cependant, ponctuellement, la première réaction logique qui vient au moment de l'émeute est celle de la tentative d'identification. On se demande qui sont les révoltés, d'où ils viennent, ce qu'ils veulent. On est tout de suite à la recherche de noms, d'identités, de catégories adéquates : étrangers, immigrés... non !... français... oui, français ? mais de deuxième génération, de série B, enfants ou neveux d'immigrés, d'exclus... Certains seront déçus par l'impossibilité d'emprunter le chemin de l'explication par l'intégrisme islamique qui, justement dans ce cas, ne marche pas : il est évident que ce ne sont pas des adeptes de la mosquée (les appels au calme prononcés par les imams ont en effet résonné dans le vide). La presse réactionnaire (comme par exemple *Le Figaro*) cherche à créer d'improbables amalgames utiles à la stigmatisation publique : on parle alors, comme par hasard, d'Intifada à la palestinienne, d'islamisme, de terrorisme, etc. Mais ces opérations de falsification ne semblent pas non plus fonctionner : chaque lutte est en mesure de se dévoiler dans son irréductible particularité.

Des catégories sociologiques sont mobilisées pour individuer, définir, délimiter : en bref, pour argutier conceptuellement. Une fois restituée leur identité aux révoltés —la plus en vogue est celle de marginaux sociaux, le nouveau nom pour dire sous-prolétariat—, on pourra préparer le flot de discours interventionnistes : de ceux à caractère policier et d'urgence, à ceux à caractère assistancialiste. Sécurité civile et sécurité sociale, le poing et la main tendue, les deux faces du syndrome sécuritaire. En résumé : le bâton et la carotte. Toutes ces catégories, pour cacher le simple fait que si la subversion et la révolte sont des effets directs du système de domination, leur abolition pourra *uniquement* se produire avec l'abolition même du système de domination. C'est-à-dire : par la subversion.

Donner une identité à la «racaille» –une identité bien entendu plus *politicaly correct* que «racaille»– est pourtant une opération à usages multiples. Identifier un phénomène avec des catégories opportunes permet en effet de le circonscrire. Et le circonscrire sert à l'endiguer. D'une part, les digues sont érigées pour présenter la révolte et ses causes comme des dysfonctionnements occasionnels, provoqués par un système qui, malgré tout (malgré la misère, la guerre, la pollution, malgré la marchandisation et la dévastation progressive du monde et de la vie de tout un chacun), peut encore tenir debout– sans doute avec quelques interventions correctrices accompagnant l'énième proclamation de l'état d'exception. Mais, d'autre part, on le sait, cette exception est désormais la règle. Et l'exclusion, la marginalisation, l'appauvrissement –en bref, la dépossession généralisée de la vie– font partie intégrante de cette règle.

Il ne s'agit pas de phénomènes accidentels, ni au niveau local, ni globalement. Les taux de pauvreté, la précarisation de la vie dans les pays occidentaux, les aménagements urbains des principales métropoles dans le monde entier (de Los Angeles à Bogota, d'Alger à Paris), les tentatives de fermer les frontières de la forteresse Europe, ne sont que des exemples de cette fracture structurelle. Le jeu du bâton et de la carotte (une répression judiciaro-policière secondée par des annonces d'interventions sociales au profit des banlieues), turlupinera l'esprit de quelques citoyens, mais certainement pas l'esprit de ceux qui subissent l'exclusion dans leur chair, ni de ceux qui savent que de nouvelles explosions sont prêtes à tout moment, et surtout, pas l'esprit de ceux qui sentent battre en eux un irrésistible potentiel de révolte. C'est justement la force magnétique de la rébellion qui constitue la cible principale du procès d'identification.

Car en plus de présenter des phénomènes structurels de l'ordre social actuel comme contingents, le processus d'identification sert à séparer et diviser les exclus de *tous les autres* –éloignant du même coup ces «autres» de soi et de leur puissance active. Eux oui, les marginalisés, possèdent une sorte de droit atavique à la révolte ; en eux, sûr que peuvent s'exprimer la rage, la désespérance et le sentiment d'injustice. Mais vous –vous qui êtes malgré tout des privilégiés, vous qui jouissez d'une partie du bien-être garanti par ce système–, que voulez-vous ? Dans les ghettos des villes, dans les banlieues parisiennes, dans les périphéries du monde, là oui, la vie est éradiquée, vidée, soumise au temps forcé de l'aliénation matérielle, sociale, existentielle, entourée de désespoir et d'ennui métaphysique. Mais la vôtre, oh non ! La vôtre est riche et amusante, pleine d'opportunité et de perspectives, regorgeant de confort et de passions. La vôtre, la nôtre ? Messieurs, de qui parlez-vous ?

Banlieue, lieu du ban

La question du voisinage apparaît ici fondamentale. Le voisin c'est, de façon immédiate, l'Autre. Et si les conditions de cohabitation dans les grands ensembles de banlieue ne facilitent pas le voisinage, c'est que ce type d'habitat a été expressément conçu pour l'empêcher. Quand on examine de près l'histoire de la politique du logement social en France, on constate dès le départ cette volonté de rendre impossible toute forme de rassemblement, de solidarité et de proximité entre les habitants.

On peut dire que la politique du logement naît avec la loi Siegfried, en 1895, destinée à faciliter l'accès des ouvriers à la maison individuelle et à supprimer toute forme de promiscuité, le but étant clairement fixé : « *Un ouvrier propriétaire devenu économe, prévoyant, définitivement guéri des utopies socialistes et révolutionnaires, arraché au cabaret*». En attendant que surgisse cette nouvelle catégorie de petits propriétaires, il fallut se rabattre sur des immeubles locatifs, tels ceux qui allaient être édifiés à l'emplacement des anciennes fortifications de paris. «*Voulons-nous augmenter les garanties d'ordre, de moralité, de modération politique? Créons des cités ouvrières !* »

Georges Picot, qui fonda avec Jules Siegfried la Société française des Habitations à Bon Marché (ancêtre des HLM) était très clair, il fallait interdire dans ces cités ouvrières les relations de voisinage: «*Corridors et couloirs seront proscrits, dans la pensée d'éviter toute rencontre entre les locataires. Les paliers et les escaliers, en pleine lumière, devront être considérés comme la prolongation de la voie publique*». On voit que les considérations du commissaire Bui Trong sur l'espace public prennent leur racine dans une vieille philosophie qui, dès le départ, traite du logement des pauvres dans une optique ouvertement coercitive.

Ce qui trouve son illustration avec la cité La Muette (!) de Drancy (Seine-Saint-Denis). Cette HBM réalisée en 1934 par Eugène Beaudoin[1] anticipait parfaitement les futures HLM : trois barres de béton de quatre étages reliées en forme de U. À partir de 1939, elle fut vidée de ses locataires et transformée en prison pour des militants communistes, puis en camp de concentration qui vit passer, de 1941 à 1944, près de 100 000 juifs en transit vers les camps de la mort. Elle fut administrée jusqu'en 1943 par la police française, qui s'y fit remarquer par l'extrême brutalité de ses comportements... En 1950, ces immeubles devinrent des HLM, et les 467 logements sont depuis occupés par des locataires sociaux particulièrement démunis (25% de chômeurs en 2005). Que cette HBM ait pu ainsi servir de prison puis redevenir un logement social sans même qu'il y ait eu besoin de modifier l'infrastructure des bâtiments en dit long sur la conception carcérale de l'habitat social...

1. Celui qui planifiera plus tard à la demande du régime de Vichy la destruction des quartiers du Vieux-Port de Marseille, réalisée par les Allemands en 1943...

[Extrait de *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis ! A propos de la révolte de l'automne 2005*, par Alèssi Dell'Umbria, L'échappée, mai 2006, pp.29-30]

Renault à Aulnay, 12 novembre 2005



En réalité, la ligne de l'oppression, et avec elle la brèche de la rébellion, traverse chaque individu. La logique binaire de l'opposition déchiffre la réalité de manière trop grossière pour comprendre la genèse effective des rébellions en cours et des explosions à venir. Séparer les jeunes des périphéries de tous les autres –et à l'intérieur de ce groupe-là, rediviser entre le noyau des violents, irrécupérables et non rééducables, et les autres à protéger contre leur contamination–, signifie séparer tout potentiel de révolte de ce qu'il peut être. C'est cette même opération idéologique qui pointe derrière les interventions d'urgence. Car accepter ces partitions théoriques signifie aussi affaiblir les perspectives pratiques. Comme toutes les révoltes, celle de la canaille[1] française parle à tous et à chacun. Leur geste rebondit sur nos mouvements possibles. En fin de compte, il n'est pas important de savoir qui ils sont, mais plutôt *qui nous sommes et ce que nous pouvons faire*. Face à l'état d'exception permanent (qui est à différencier de sa proclamation), le premier enseignement pratique à tirer de cette révolte concerne la réalisation de l'état d'exception *effectif*, à travers l'explosion de la puissance destructrice, la rapidité de la contagion et le refus de toute délégation.

Certes, beaucoup sont déjà prompts à se lamenter du manque, dans ces révoltes, d'un quelconque critère indicatif, du manque d'une conscience révolutionnaire et de classe ; ils sont déjà prêts à prendre leurs distances, à cause de l'absence de débouchés et de perspectives politiques ; prêts à stigmatiser les phénomènes barbares sans projet, œuvre de la «putréfaction passive des couches les plus vieilles de la vieille société». Puis il y aura aussi ceux qui voudront se proposer comme organisation consciente des révoltes (celles à venir, bien entendu). Mais plutôt que d'infliger des leçons de morale et de programme, on aurait là plus qu'un peu à apprendre. Dans la rébellion de la racaille, se manifeste en effet une conscience tactico-pratique qui fait notoirement partie du non-savoir permanent de la plupart des consciences révolutionnaires les plus raffinées, souvent trop conscientes pour être pratiques. Si les révoltés français n'ont pas accompli de pas vers la révolution (mais qui sait encore ce qui est révolutionnaire, aujourd'hui ?), ils ont au moins parcouru, à leur façon, le champ de ses possibilités actives : sans attendre aucun guide qui leur enseigne le *que faire*, ils ont efficacement réalisé leur *comment faire* ; sans rien demander, ils ont fait déflagrer leur rage en un impressionnant déchaînement de flammes. L'explosion de la puissance vitale trop longtemps réprimée est une explosion de colère ignorant la délégation, et incapable de tout repentir.

1. Le terme «racaille» a été traduit par les crétins de journaleux et les crapules de sociologues italiens par «feccia» (la lie). En fait le terme le plus proche, s'il faut vraiment le traduire, est «teppa». Les dictionnaires nous donnent alors racaille, pègre ou voyou. L'auteur emploie ici «teppa» : devant l'impossibilité de le traduire désormais par racaille, nous avons choisi son synonyme plus ancien, canaille.

[traduit de l'italien. Premier chapitre du livre *Le notte de la collera*, à paraître aux éd. NN, juin 2006]

On notera par ailleurs :

- *La révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial*, Echanges et Mouvement, avril 2006, 66 p.
- *Sobre la revuelta francesa*, Conspiración n°5 (Espagne), janvier 2006, 40 p.